

LE 28 JUIN, MOBILISONS-NOUS POUR LE PROGRÈS SOCIAL, NOS DROITS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS !

Le président Macron et son gouvernement ont décidé de démanteler nos droits sociaux, nos services publics et de détruire le droit du Travail pour le profit de leurs amis dirigeants des grandes multinationales. Attention, il ne s'agit pas seulement d'une énième attaque d'un gouvernement libéral, cette fois-ci, la cure d'austérité touche aux fondements même de notre système de protection sociale : retraite, santé, arrêt maladie, dépendance, handicap...

De plus, après la mise en place du permis de licencier et de précariser sans entrave, le gouvernement Macron offre également au MEDEF la remise en cause de la formation professionnelle, de l'assurance chômage et des minima sociaux.

Pour faire passer cette potion libérale mortelle pour les salariés, le pouvoir organise sa propagande à travers les médias que possèdent les marchands d'armes, les industriels et les banquiers en tous genres. Propagande qui va être encore facilitée par la remise en cause de la Loi Bichet, encore garante de diffusions plurielles des idées, qui viendra entériner la concentration médiatique dans les mains de ces oligarques.

Le nouveau paradigme des géants de l'information, qui menace directement la liberté d'expression, s'accompagne aussi de licenciements massifs dans nos professions, de la remise en cause de nos statuts et de nos conventions collectives.

Nous n'avons jamais autant travaillé pour continuer d'enrichir les riches ! Sur 100 euros de bénéfices des entreprises du CAC 40 :

- 67,4 sont versés aux actionnaires ;
 - 5,3 aux salariés ;
 - 27,3 pour l'investissement... et si on inversait les ratios en faveur du travail !
- Imposons une autre logique politique

et économique ! La CGT revendique et propose d'agir concrètement :

- augmentation des salaires et des pensions ;
- égalité effective entre les femmes et les hommes (l'application d'une véritable égalité comblerait les déficits de nos caisses sociales) ;
- porter le SMIC à 1800 euros et réévaluation de tous les salaires sur cette base ;
- réduction du temps de travail à 32h pour les salariés à temps plein sans perte de salaire et 28h pour les métiers pénibles ;
- investir dans les services publics pour répondre aux défis du 21^e siècle : éducation, santé, services de proximité... ce qui pourrait créer des milliers d'emplois ;
- une protection sociale de haut niveau pour tous et quel que soit sa situation économique.



D'autres choix sont possibles que la politique menée par le Président des riches. À l'heure d'une révolution technologique majeure, le numérique, nous pouvons plus que jamais libérer du temps disponible pour les salariés par une réduction massive du temps de travail, utiliser et répartir différemment les richesses créées par le travail et sortir de la précarité le monde du travail et des millions de nos concitoyens !

TOUS ENSEMBLE LE JEUDI 28 JUIN, manifestons, organisons des rassemblements dans les entreprises. Reprenons l'initiative de l'offensive sociale !

IL N'Y A QUE LES COMBATS QUE NOUS MENONS QUE NOUS POUVONS GAGNER ! •